



Siège social 27 Boulevard Saint Martin 75003 Paris

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

29/06/2023

***Développer le rapport de forces pour battre l'offensive autoritaire,
la répression policière.***

***Faire reculer le gouvernement et le patronat
sur les retraites et les salaires.***

Le 17 avril dernier Macron avait donné 100 jours pour « *apaiser* ». L'échéance arrive à son terme. Macron et son gouvernement accélèrent toutes les attaques contre le peuple.

*10 milliards de coupe dans les budgets sauf pour l'intérieur, la justice, l'armée.

*Discussion sur la loi « *partage de la valeur* », rien sur les salaires.

*Remontée inexorable des défaillances d'entreprises 47.231 redressements et liquidations sur les 12 derniers mois un bond de 48%.

***L'argent continue de couler à flot pour les multinationales**: 1 milliards pour les 50 sites les plus polluants, de 3 milliards on passe à 8 milliards pour l'avion vert ...

Les réductions d'effectifs se multiplient **comme chez Carrefour** ou le PDG confirme **un plan d'économie de 4 milliards en supprimant 1.000 postes en France** alors qu'en 2022 le chiffre d'affaires de 90,8 milliards est en hausse de 16% et le bénéfice net est de 1,3 milliard + 26% sur 2021...

*Crise du logement neuf, un volume de logements commencés au plus bas depuis janvier 2016 et les permis de construire délivrés au cours des douze derniers mois ont baissé de 18,1 % sur un an (9^e recul consécutif),

***Les conquêtes sociales remettent en cause** :

Macron veut ouvrir le débat sur la durée des vacances d'été dans l'Éducation nationale, souhaitant les raccourcir au nom de la réduction des inégalités ! Plutôt que de permettre l'accès de tous aux vacances, il les réduit... Une nouvelle fois Macron veut du « *travail plus* » en rognant les droits des salariés, comme il l'a fait pour l'assurance chômage, les retraites ou le RSA. L'Observatoire des inégalités note que le taux de départ en vacances stagne à 54 %, reculant même de 4 points depuis vingt ans. Il est surtout marqué par de fortes inégalités. 72 % des revenus supérieurs à 2.755 euros partent en vacances, contre seulement 37 % des revenus inférieurs à 1.285 euros. Avant la pandémie, en 2018, 3 millions d'enfants ne sont pas partis selon ATD Quart-Monde pourtant en France le préambule de la Constitution de 1946 « *garantit à tous, notamment à l'enfant, le repos et le loisir* ».

*Le dernier rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites montre que la réforme imposée par Macron opère un recul sur le progrès social. Olivier Dussopt, ministre du Travail, devant l'Assemblée nationale affirme : « *Ce rapport confirme la nécessité de sauver le système par répartition et confirme la nécessité de cette réforme* ». Faux le rapport du COR évoque la question mais pas en faveur de la réforme du gouvernement : « *Un relèvement de l'âge d'ouverture des droits a un impact à la hausse sur les dépenses sociales hors retraite car il induit une durée de perception plus longue des allocations (chômage, maladie, invalidité, minima sociaux) versées aux assurés qui sont hors de l'emploi et qui les perçoivent à ce titre.* »... « *Au total, la hausse de dépenses hors retraite d'un décalage de 2 ans (pour la retraite), serait de l'ordre de 0,2 point de PIB. Le rapport montre aussi une paupérisation des retraités* : « *Le mécanisme principal d'ajustement du système de retraite français, c'est la dégradation relative programmée du niveau de vie des retraités* ». Les pensions de retraite étant sous-indexées par rapport à l'inflation depuis plusieurs années, un appauvrissement des retraités a déjà commencé et va se poursuivre.

Le président du COR, souligne surtout que « *les ressources diminuent davantage que les dépenses, qui sont plutôt stables* ». Cette diminution des ressources concerne principalement la fonction publique et l'exonération de cotisations pour les entreprises.

*Au 1^{er} juillet 1,5% de revalorisation du point d'indice et les 3,5 du début d'année n'efface pas 12 ans de gel (-26% entre 1996 et aujourd'hui), un boom dans la fonction publique d'emplois non statutaires + 12% pour des contrats aidés, +13% pour des contractuels, +22% pour les apprentis...

***Le gouvernement passe à l'offensive** : dissolution des soulèvements de la terre, répression contre ceux qui luttent. ENEDIS a déposé 400 plaintes et des procès auront lieu le 15 septembre à Marseille, le 21 novembre à Bordeaux...(voir article sur le site)

Les violences policières se multiplient lors des mouvements sociaux, de la Loi travail aux Gilets jaunes, avec des centaines de mutilés puis récemment, de nombreux manifestants ont vécu la répression du mouvement contre la réforme des retraites et son nombre impressionnant de garde à vue et de poursuites judiciaires.

***Mardi matin la police a tué**, une nouvelle fois, en toute impunité. Nahel, lycéen de 17 ans, a été exécuté à bout portant à Nanterre, sous les yeux de plusieurs témoins lors d'un contrôle routier. Notre pensée va à la famille de ce jeune de 17 ans abattu. Ce meurtre s'inscrit dans la longue liste des crimes policiers pour « *refus d'obtempérer* », devenu un véritable permis de tuer pour la police ces dernières années⁽¹⁾. Un drame qui résonne avec les récentes déclarations du président, en séjour à Marseille qui a annoncé plus de répression et de policiers pour mater la jeunesse des quartiers populaires. Jeunesse qui s'enfoncé dans la précarité et la misère. Des explosions de colère s'expriment déjà à Nanterre et dans de nombreuses villes, la mort de Nahel reçoit un immense écho ouvrant la voie à de nouvelles mobilisations sur ces questions brûlantes. En juin 2020, des dizaines de milliers de jeunes en France se sont mobilisés contre le racisme d'État, et pour réclamer Justice et Vérité pour les victimes de la police.

Il faut construire une riposte forte pour stopper le cours autoritaire du régime dont le renforcement de la police est un élément central. Seul un mouvement d'ensemble pourra imposer un rapport de forces capable de battre l'offensive sécuritaire, les violences et répressions policières. Celui-ci fera aussi reculer le gouvernement et le patronat sur les retraites, les salaires, les revendications populaires.

Aucun aménagement n'est possible entre exploiters et exploités. Sans lutte tout s'aggraverait. La question de quelle société nous voulons se pose avec acuité : continuer en pire la société capitaliste aux objectifs de laquelle Macron soumet de plus en plus le peuple français ou bien s'attaquer à ce système capitaliste qui détruit les Hommes et la nature, engendre les guerres et la misère.

La vie démontre tous les jours que l'opposition capital-travail est irréductible.

Les luttes sociales sont essentielles mais elles ne détruisent pas le capitalisme qui est le responsable de la situation, comme l'a souligné notre 9^{ème} congrès : *un capitalisme de plus en plus dur, autoritaire, répressif et belliciste.*

C'est vers vous que nous nous tournons parce que c'est de nous tous que dépend l'issue de ce combat

Rejoignez-nous pour mener ce combat.

⁽¹⁾Depuis 2014, le nombre d'intervention policière létale demeure exceptionnellement haut, avec plus de 20 morts chaque année. Les décès par malaise ou asphyxie, impliquant souvent des techniques d'immobilisation controversées, sont plus nombreux.

En 2017, sous Hollande a été assoupli le cadre d'usage d'armes à feu par la police et inauguré la possibilité de tirer dès que les policiers constatent un « refus d'obtempérer », le nombre d'homicides policiers a été multiplié par cinq depuis cette date.

Les lois successives concernant la police, de la Loi sécurité globale en 2020 à la LOPMI en 2022, n'ont fait qu'augmenter les moyens répressifs. Au moins 13 morts ont été causées par la police lors de contrôles en 2022.

Ces interventions policières mortelles constituent la partie la plus visible de l'action des forces de l'ordre. Leur augmentation marque aussi un durcissement des autres actions de coercition en particulier lors des opérations de maintien de l'ordre avec la multiplication des blessures graves et de mutilations chez les manifestants.